

Représentations des étudiants-maîtres sur l'exercice d'une citoyenneté active et démocratique

Nicole Lebrun, UQÀM
Juan M. Wood, UQÀM
N°77

C'est entre autres par le biais de la réforme en éducation et du renouvellement de l'ensemble de ses programmes d'études tant au niveau primaire que secondaire que le ministère de l'éducation du Québec désire soulever la question de la citoyenneté. Dans ce contexte, la réforme de l'enseignement au primaire considère l'éducation à la citoyenneté comme une dimension majeure et porteuse de sens, entre autres par les volets de l'Univers social (*Histoire, Géographie et Éducation à la Citoyenneté*), les domaines généraux de formation (*Vivre-ensemble et Citoyenneté*) et les compétences transversales. Pour ce faire, tout au long de son cheminement scolaire, l'élève du primaire est encouragé à développer son identité, à susciter et à profiter des occasions de rapprochement avec les autres, à adopter des comportements inspirés du processus démocratique, à apprécier les différentes formes d'expression culturelle ainsi qu'à reconnaître les liens d'interdépendance qui existent entre les personnes d'ici et d'ailleurs.

Le virage de la citoyenneté ainsi amorcé devient le lieu privilégié pour établir de nouveaux rapports sociaux et culturels. Envisagé comme tel, les questions soulevées à l'égard de l'éducation à la citoyenneté sont ainsi nombreuses et nous interpellent plus particulièrement dans le cadre de la formation des maîtres au primaire. *Quelle est la définition de la citoyenneté? Quelles sont les composantes d'une éducation à la citoyenneté? Quels sont les aspects privilégiés dans l'exercice d'une citoyenneté démocratique et active?* etc. Aussi, nous pensons que dans le contexte actuel, cette réflexion sur la pratique du lien de la citoyenneté est importante pour le devenir d'une société démocratique, ouverte et plurielle.

Exigences d'une citoyenneté active et démocratique

Cependant, notion complexe, polémique et multidimensionnelle, la citoyenneté est souvent source de débats, lieu de pouvoirs et de controverses. La Citoyenneté est un concept riche de sens, sujet à de nombreuses interprétations, porteur d'idéologies différentes et exposé à des pratiques diverses. Au cœur de la problématique qui nous intéresse, se retrouve un grand nombre de concepts idéologiques, diversifiés et abstraits qui sont souvent sujets à controverses. La Citoyenneté recouvre ainsi un champ de plus en plus vaste, en perpétuel développement et devant s'adapter à l'évolution des contextes et des sociétés. En effet, devant la montée fulgurante de la mondialisation et face aux grands enjeux internationaux, d'importants mouvements d'identités qui, affublés d'un grand nombre de qualificatifs (identités religieuses, sexuelles, générationnelles, etc.), secouent un bon nombre de sociétés de la planète et prennent forme et enracinement à plusieurs niveaux : une affirmation de l'identité personnelle, une reconnaissance des différences culturelles, un renforcement de la culture nationale, un besoin d'une appartenance planétaire.

Selon Gauvreau (2002) et Hansotte (2002), après des années d'abandon et de déception à l'endroit des pratiques des organisations et des institutions politiques ainsi que de périodes d'incertitude aux plans social et économique, des actions plus actives et participatives se révèlent dans de nouveaux mouvements sociaux, tant au plan national qu'international et planétaire, et se font plus revendicatrices, critiques et exigeantes dans une recherche commune de l'intérêt général. Comme le véritable enjeu est de former un citoyen responsable, réfléchi et solidaire, la

poursuite d'une démocratie qui englobe à la fois ouverture, pluralisme et dialogue où chacun pourrait être impliqué et avoir la chance de participer, serait l'un des fondements principaux pour la cohésion sociale. D'ailleurs, à ce sujet, Navarro et Romero (2001) font ressortir six aspects dans le processus qui forme la participation et l'identité politique du citoyen, à savoir : reconnaître les problèmes sociaux, déterminer les possibilités de participation, établir son identité en tant que citoyen, formuler des opinions et élaborer la prise de décision, distinguer les différents référents du citoyen au sein de la vie quotidienne et de la conjoncture politique, articuler la dynamique sociale.

La pratique de la démocratie soulève donc des défis qui invitent non seulement à l'application des droits et des libertés individuelles et collectives, à l'usage des processus démocratiques, à la prise en compte des règles de vie commune et des lois en société, au développement des institutions démocratiques mais visent également l'insertion culturelle et politique de l'individu dans la société en vue de le voir participer à l'évolution et à la transformation de celle-ci. C'est là l'essence de toute démocratie : de reconnaître à toute personne, en principe en toute égalité, la possibilité d'agir sur la société et sur son devenir (Berthelot, 1991). La pratique d'une telle citoyenneté démocratique devrait permettre à l'individu de mieux s'ouvrir aux autres, de respecter les différences et de s'engager dans des projets ayant une perspective planétaire. Elle pose également des enjeux qui amènent l'individu à être reconnu pour lui-même tout en l'invitant à accepter la diversité des expériences et des points de vue chez les autres afin de réaliser un mieux vivre ensemble.

Représentations sociales de l'exercice d'une citoyenneté

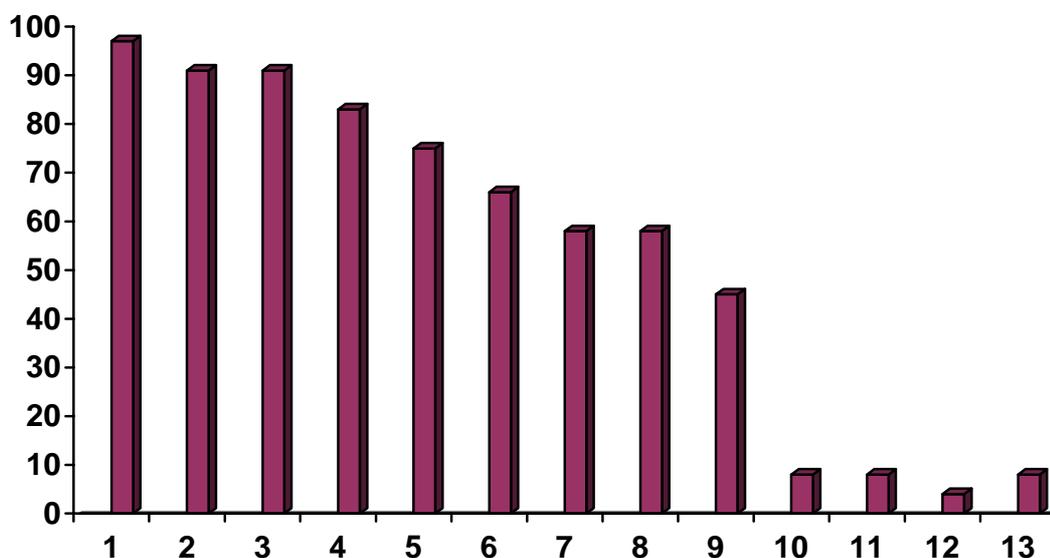
Comme le souligne Lenoir (2001), rien de concret actuellement dans le curriculum du primaire ne permet d'actualiser le domaine de l'éducation à la citoyenneté; les pratiques empiriques en classe ou à l'école ne pouvant développer à elles seules ce « *vivre-ensemble et citoyenneté* ». Aussi, l'éducation à la citoyenneté qui désire contribuer à une formation de citoyens responsables, engagés et solidaires ne peut ignorer les formes actuelles de l'exercice de la citoyenneté (Giolitto, 1993). L'éducation à la citoyenneté doit ainsi tenir compte d'un certain nombre de paramètres à l'intérieur de laquelle cette dernière doit s'inscrire. Un de ces paramètres est la prise en compte des représentations sociales des individus relativement à l'exercice d'une citoyenneté active et démocratique. La notion de représentation est ici considérée dans un sens très large. En effet, selon Seca (2001), la notion de représentation peut consister en des informations, des images, des attitudes et des croyances qui sont partagées ou rendues actives entre autres par les relations entre les mentalités et les individus. Aussi, c'est à partir d'une enquête (Giolitto, 1993) qui invitait les participants à se poser un certain nombre de questions fondamentales sur les droits/devoirs, l'individuel/collectif, l'engagement/consentement, la participation/légalisme, la démocratie directe/démocratie formelle, l'instruction/éducation, etc., que nous avons tenté de situer l'action et les pratiques pédagogiques des étudiants-maîtres de telle sorte à réaliser, de façon sommaire, une ébauche du cadre d'analyse de leurs représentations à l'intérieur duquel s'inscrit l'éducation à la citoyenneté. Ainsi, à l'exemple de cette étude, il nous a semblé important de savoir quelles sont les représentations des étudiants-maîtres dans le cadre de l'exercice d'une citoyenneté démocratique, à savoir :

- *consentante privilégiant un certain légalisme* : sans marge de liberté (#9-payer ses impôts), avec marge de liberté (#5-exercer son droit de vote; #3- respecter la loi) ;
- *participative qui privilégie le plein exercice des droits du citoyen actif* : droits individuels (#5-exercer son droit de vote; #4-exercer son droit d'expression; #6-exercer son droit à

l'information, #8-améliorer sa formation professionnelle, #10-assister aux séances du conseil municipal) et droit collectifs (#13-militer dans une association, #12-militer dans un syndicat, #11-militer dans un parti politique) ;

- *militante qui privilégie l'engagement* : pour ou contre un système (#13-militer dans une association, #12-militer dans un syndicat; #11-militer dans un parti politique) ;
- *humanitaire qui met en avant les droits de l'homme* : (#1-combattre tous les racismes; #2- être capable d'intervenir pour la sauvegarde des personnes; #7-participer à des campagnes humanitaires).

La figure suivante rapporte ainsi les résultats d'une enquête menée auprès d'une centaine de participants en regard de chacune des catégories portant sur l'exercice d'une citoyenneté



démocratique.

Figure 1 : Résultats relatifs aux représentations des étudiants-maîtres sur l'exercice d'une citoyenneté active et démocratique

Conscients que cette enquête est sommaire et que les représentations des étudiants-maîtres relativement à l'exercice d'une citoyenneté démocratique dépendent entre autres du contexte, du type de système et du niveau de démocratie auquel ces derniers sont confrontés, il nous a semblé tout de même important de relever les considérations suivantes.

Au niveau des données. Quelles que soient les nuances ou les précisions qui mériteraient d'être apportées, il semble que l'action individuelle devance l'action collective, que le militantisme est fortement rejeté comme acte de citoyenneté et que l'exercice des devoirs soit égal, sinon aussi important que l'application des droits. Par contre, ce qui relève de l'obligation ou d'un certain légalisme demeure assez mitigé ; en effet, le principe de « *respecter la loi* #3 » est fortement accepté contrairement à celui de « *payer ses impôts* #9 ». Aussi, peut-on dire par l'ensemble des réponses que la justice et l'égalité sont des valeurs très importantes et rallient la majorité des participants.

Au niveau des représentations de la citoyenneté. Une conception humanitaire qui met en avant les droits et les devoirs de l'homme tels que « *combattre tous les racismes #1* » et « *intervenir pour la sauvegarde des personnes #2* » est largement favorisée dans la présente enquête. Ce qui est étonnant toutefois, c'est l'importance accordée au « *respect de la loi #3* » qui apparaît sur un même pied d'égalité que celui d'« *intervenir pour la sauvegarde des personnes #2* ». Ainsi, des questions demeurent sans réponses. En effet, on est en droit de s'interroger sur les raisons et les conséquences de certaines tendances des résultats ; par exemple, du rejet par les étudiants-maîtres du militantisme collectif (« *militer dans un syndicat #12, militer dans un parti #11, militer dans une association #13* »). En effet, le militantisme, sous toutes ses formes, est fortement rejeté comme acte de citoyenneté.

Toutefois, nous pensons que la présente enquête permettra d'inciter les participants à prendre conscience de leur rôle d'agent de développement d'un nouveau sens à donner à la citoyenneté et d'une véritable éducation à la citoyenneté à partager. En tant que futur enseignant, c'est également à une citoyenneté réflexive que nous tentons de faire appel, conscient d'une part, de ses perceptions et des ses représentations de la démocratie et attentif d'autre part, à ses pratiques et aux diverses formes d'actions de la citoyenneté qu'il désire faire vivre aux élèves à travers ses interventions pédagogiques et son action éducative.

C'est donc une citoyenneté responsable, incluse, plurielle, ouverte sur le monde et à la différence et capable de juger des questions de la société qui est ici interpellée. C'est une citoyenneté également liée au devenir du sujet et à la construction de son identité tant personnelle que collective pour un mieux vivre-ensemble. Enjeu de taille ! Défi colossal ! Vision utopiste ! Peut-être, mais l'avenir de toute société semble de plus en plus lié à la capacité de l'ensemble des citoyens qui la forment à *mieux vivre ensemble...*

Références bibliographiques

- Berthelot, J. (1991). *Apprendre à vivre ensemble. Immigration, société et éducation*. 2^e édition. Montréal : CEQ & Les Éditions Saint-Martin.
- Giolitto, P. (coord.) (1993). *Enseigner l'éducation civique à l'école*. Paris : Hachette Éducation.
- Hansotte, M. (2002). *Les intelligences citoyennes. Comment se prend et s'invente la parole collective*. Bruxelles : De Boeck Université.
- Lenoir, Y. (1999). Le concept de compétence dans la formation à l'enseignement au primaire. *Recherche et formation*, 30, 143-163.
- Ministère de l'Éducation du Québec. (2000). *Programme de formation de l'école québécoise. Éducation préscolaire et enseignement primaire*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Navarro, M. G., Romero, J. J. (2001). Structuration de la pensée politique : éléments pour l'élaboration d'un modèle de recherche. In M. Lebrun. (dir.). *Les représentations sociales*. Montréal : Les Éditions Logiques, 487-505.